

Quand les islamistes exigent la protection de l'État et la surveillance des islamophobes

écrit par François des Groux | 12 novembre 2019

ACTION

CONTENU

ENTITÉS CONCERNÉES

.
[Ces derniers temps](#), avec les islamistes, c'est de mieux en mieux ou, plutôt, de pire en pire.

Un islamiste, c'est sans vergogne, ça n'a jamais de compassion, c'est plein de rodomontades, ça n'a jamais honte et c'est à ça qu'on le reconnaît.

.
Après tant d'attentats et de victimes assassinées au nom de sa secte, les voilà élaborant un grand ["Plan contre l'islamophobie"](#), incroyable et cynique modèle d'inversion accusatoire faisant passer les lanceurs d'alerte et de lardons, les blasphémateurs et ceux qui ne peuvent plus blairer islam, barbus et voilées pour d'éventuels terroristes puissance 10.

.
Voici les principaux points de ce plan diabolique concocté par la plateforme coopérative ["L.e.s Musulmans"](#), émanation du CCIF de Marwan Muhammad, de sociologues indigénistes (Nacira Guénif-Souilamas, Saïd Bouamama...) en collaboration avec... les collabos de la sociologie gaucho-islamo-dhimmie (Patrick Simon, Julien Talpin...).

Le tout hébergé en parfaite symbiose charia-compatible par le site [Médiapart](#) d'Edwy Plenel, pour une future République

islamique du Frankistan.

| ACTION | CONTENU | ENTITÉS CONCERNÉES |
|--------|---------|--------------------|
|--------|---------|--------------------|

SECURITE

| | | |
|--|--|---|
| Sécurisation des mosquées | Allocation d'un budget de sécurisation des lieux de culte musulmans et à la formation des équipes animant ces mosquées. Mise à disposition systématique d'un point de contact policier et préfectoral. Définition d'un plan de prévention et de réponse aux attaques sur les lieux de culte. | Ministère de l'intérieur, mosquées, préfectures, ONG spécialisées |
| Démantèlement des groupes terroristes d'extrême droite | Identification des groupuscules islamophobes, surveillance des éléments les plus actifs et démantèlement de toute structure incitant ou préparant une action violente contre des personnes, des biens ou des lieux de culte musulmans. | Ministère de l'intérieur |

| | | |
|---|---|-------------------------|
| Publication des décisions de justice | Publication annuelle des suites judiciaires données aux actes de violence et de discrimination islamophobes, afin d'évaluer l'efficacité de la justice en matière de lutte contre le racisme et de dissuader le passage à l'acte. | Ministère de la justice |
| Publication des statistiques de gestion du DOD sur les actes islamophobes | Publication et visibilité du travail du Défenseur des Droits, notamment dans les dossiers gérés en matière d'islamophobie, ainsi que sur les avis rendus, afin de mieux prévenir les actes. | Défenseur des droits |

ACTION

| | | |
|--|--|--|
| Action juridique systématique contre les discours islamophobes | Saisie systématique du procureur de la république lors de discours de haine contre les musulmans, afin d'envoyer un signal fort et dissuasif | Gouvernement |
| Boucle d'alerte citoyenne contre l'islamophobie | Mobilisation des citoyens contre l'islamophobie sur des actions simples: participation à des campagnes, saisines spécifiques du CSA, sensibilisation des élus, soutien à des structures locales | ONG spécialisées, citoyens |
| Action auprès des institutions internationales | Alerte et saisine systématique de toutes les organisations internationales compétentes (OSCE, Conseil de l'Europe, ECRI, ONU, Commission Européenne) en cas de non respect par l'Etat français des engagements pris par la France en matière de respect des libertés fondamentales et de lutte contre les discriminations. | ONG spécialisées, institutions internationales |

MÉDIAS

| | | |
|--|--|-----------------------|
| Élargissement du mandat du CSA aux discours de haine à l'antenne | Élargissement de la compétence du CSA en matière de surveillance, de régulation et de sanction des abus, en matière de discours d'incitation à la haine, aux discriminations et au racisme. Sanctions financières contre les chaînes ne respectant pas leurs engagements déontologiques. | CSA, législateur |
| Bilan de la diversité dans les médias | Audit annuel des principales chaînes info et des chaînes radiotélévisées du service public, en matière d'inclusion et de représentation des minorités. Evaluation et recommandation d'améliorations concrètes et mesurables. | CSA, chaînes radio/TV |

| | | |
|--|---|----------------------------------|
| Mise en valeur de 100 personnalités musulmanes de la société civile | Identification et formation de 100 personnes issues de la société civile, de confession musulmanes, toutes origines, toutes catégories professionnelles et opinions confondues. Mise en valeur de ces personnalités et promotion de leur diversité dans les médias. | Personnalités musulmanes, médias |
| Respect de la pluralité d'opinions et de la représentation musulmane | Invitation systématique de personnalités musulmanes lors des débats portant sur l'islam et les musulmans. Respect strict des règles du débat contradictoire et de la pluralité d'opinions. Refus d'intervention sur ces sujets de personnalités ayant été condamnées pour des faits d'incitation à la haine et à la discrimination. | Médias |

POLITIQUE

| | | |
|---|--|-------------------------------------|
| Observatoire des campagnes électorales | Mise en place d'un observatoire des discours de haine durant les périodes électorales et identification des incitations à la discrimination de la part des candidats. | Partis politiques, CSA |
| Charte contre l'islamophobie à signer par les partis politiques / élections | Définition d'une liste d'engagements contre le racisme et les discriminations, dont un volet sur l'islamophobie, l'exclusion des femmes musulmanes, le respect des libertés fondamentales, la pénalisation des discours de haine. Inclusion de ces items dans les programmes électoraux. | Partis politiques, ONG spécialisées |

PREVENTION

| | | |
|---|--|---|
| Formation des rectorats | Mise à disposition des avis de l'Observatoire de la laïcité et des décisions de justice relative au fait religieux dans/autour de l'enseignement. Formation des enseignants et des cadres éducatifs au respect strict de ces décisions. | Ministère de l'éducation, Observatoire de la laïcité, Défenseur des droits. |
| Charte de respect culturel des patients | Rappel des chartes de respect des patients en milieu hospitalier, notamment en matière de prise en compte des régimes alimentaires, de respect de la dignité et du culte des patients, en bonne intelligence avec les traitements et actes thérapeutiques. | Ministère de la santé, APMH, Observatoire de la laïcité, ONG spécialisées |

| | | |
|---|--|--|
| Charte de diversité des entreprises du CAC40 et respect des convictions | Sensibilisation des entrepreneurs du CAC40 au respect de la diversité, visibilité des bonnes pratiques et promotion de cette diversité dans des campagnes de communication nationales. | Entreprises, ONG spécialisées, cabinets de conseil |
| Guide pratique contre l'islamophobie | Diffusion d'un guide et de fiches pratiques, permettant à tout citoyen de connaître ses droits et d'assister des personnes de son entourage, de manière constructive, lorsque des situations litigieuses se présentent. | ONG spécialisées |
| Point de contact contre les discriminations | Mise en place de points de contact et de prévention contre les discriminations, dans toutes les municipalités, en lien avec les associations et structures locales, afin d'orienter les usagers du service public en cas de difficulté et de mieux prévenir les discriminations au sein du service public. | Municipalités, Défenseur des droits, ONGs |

| | | |
|---------------------------------------|--|-----------------------|
| Campagne nationale de sensibilisation | Campagne d'affichage et diffusion de spots radio-télévisés, dénonçant l'islamophobie et sensibilisant à la gravité de ce phénomène | Personnalités, médias |
|---------------------------------------|--|-----------------------|

INSTITUTIONS

| | | |
|--|---|--|
| Commission parlementaire contre l'islamophobie | Mise en place d'une commission parlementaire mixte contre l'islamophobie, qui aura la charge d'évaluer de manière impartiale les politiques menées et la mise en œuvre du plan loi présenté. Cette commission | Assemblée nationale, partis politiques, ONG spécialisées, universitaires |
|--|---|--|

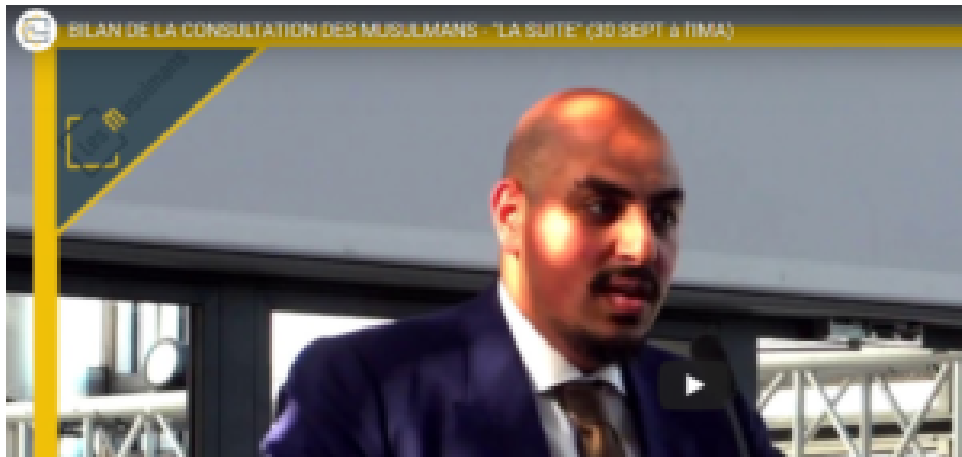
| | | |
|--|---|--------------------------------|
| Audit et démantèlement des politiques de « déradicalisation » | Transparence totale sur les dispositifs de signalisation au sein des institutions publiques (éducation nationale, enseignement supérieur, administration policière, hôpitaux et entités de santé). Démantèlement de tout dispositif abusif, criminalisant des pratiques religieuses ou non conforme au strict respect des libertés fondamentales. | Institutions, ONG spécialisées |
| Respect de la jurisprudence en matière d'inclusion des mamans accompagnatrices | Prise de position forte sur le respect des jurisprudences en vigueur, notamment celles respectant la participation des parents accompagnateurs dans les sorties scolaires, régulièrement convoqués dans le débat public. | Gouvernement |

Qu'est-ce que "L.e.s Musulmans" ?

L.E.S. Musulmans est une plateforme coopérative dédiée au service des communautés musulmanes en France. Elle s'inscrit dans la continuité de la grande [#ConsultationDesMusulmans](#), menée au printemps 2018 et à laquelle ont participé plus de 25000 personnes en ligne et des milliers de personnes, lors des consultations de terrain, organisées localement aux quatre coins de la France.

Le nom de la plateforme est construit sur un acronyme : Libérer les énergies, Excellence et entraide, Solidarité et services.

“De manière générale, l'éthique musulmane est son fil conducteur”



[Marwan Muhammad à l'Institut du Monde Arabe](#), présidé par Jack

Lang

Ne plus être spectateurs, devenir acteurs

Comment sortir d'une posture de spectateurs conscients condamnés à s'indigner sur les réseaux sociaux pour devenir des acteurs efficaces et durables contre les injustices ?

Notre point de départ est clair et totalement assumé : le collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), partenaire de la plateforme L.E.S. Musulmans, fournit depuis sa création en 2003 un travail exceptionnel, qu'il faut soutenir et encourager.

Les médias, les institutions, les parties politiques, les entreprises ne jouent pas leur rôle dans la lutte contre l'islamophobie. De fait, le travail indispensable du CCIF ne suffit pas à endiguer la haine anti-musulmans.

Ce plan, base pour des revendications et des mobilisations, doit être mis sur la table comme l'axe de nos demandes et de nos attentes vis-à-vis de tous les acteurs institutionnels, politiques, médiatiques, religieux ou associatifs.

Il est une armature concrète de ce que les institutions et l'État pourraient et devraient faire pour endiguer l'islamophobie.

Ce plan historique est l'affaire de tous. Il nous rassemble tous. Nous engage tous.



[QUI SOMMES-NOUS?](#) [BILAN DE LA CONSULTATION](#) [PLAN ISLAMOPHOBIE](#)

Sources :

<https://lesmusulmans.fr/notre-projet/>

<https://lesmusulmans.fr/bilan-de-la-consultation/>

<https://blogs.mediapart.fr/marwan-muhammad/blog/170618/mes-reponses-personnelles-la-consultationdesmusulmans>

<https://blogs.mediapart.fr/marwan-muhammad/blog/200718/consultation-des-musulmans-et-maintenant>

https://www.youtube.com/watch?time_continue=36&v=wFlc5G86sZo&feature=emb_logo

https://www.lepoint.fr/societe/contre-l-islamophobie-une-marche-resolument-politique-10-11-2019-2346364_23.php

Note de Christine Tasin

Ce programme peut être résumé par un mot, un seul : la charia imposée à la France.

Voilà à quoi sert Marwan Muhammad, voilà à quoi sert le CCIF, voilà à quoi sert l'association, ["L.e.s Musulmans"](#),

bras armé du CCIF.

Le dit CCIF et les Frères musulmans avancent à pas de géant... On remarquera que Macron, si enclin à twitter, communiquer... dès qu'il s'agit de Marine et des patriotes, se tait soigneusement sur ce qui se passe depuis 15 jours dans la rue, devant CNews d'abord et à la manifestation d'avant-hier.